

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 8, 9 en 14, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, uitwerking op 1 maart 2020.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 4 en 12 uitwerking op 1 januari 2020.

Namen, 10 december 2020.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16434]

**10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 65 portant obligation de port du masque dans les services de transport public de personnes en Région wallonne pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 8<sup>o</sup>, et § 4, 3<sup>o</sup>;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, le Chapitre IV, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars;

Vu le décret wallon du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2008 relatif aux amendes administratives en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié par l'arrêté du 27 novembre 2014;

Vu le rapport du 23 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence motivée par l'existence d'un risque sanitaire élevé pour la population belge provenant de la pandémie de COVID-19, par la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les constats épidémiologiques qui se maintiennent à des niveaux très élevés et de permettre aux agents légalement habilités de constater et sanctionner le défaut de port du masque dans la gare de bus, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, ou tout autre moyen de transport organisé par la Région wallonne;

Vu l'avis 68.371/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, les 6, 13, 20 et 29 mai 2020, les 3, 24 et 30 juin 2020, les 10, 15, 23, et 27 juillet 2020, le 20 août 2020, ainsi que le 23 septembre 2020;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes dans le cadre des arrêtés ministériels des 18, 28 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant les avis du GEES et de CELEVAL;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant que la situation épidémiologique continue de s'aggraver;

Considérant qu'une croissance incontrôlée de l'épidémie doit être évitée;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez;

Considérant que, aux termes de l'article 36bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, le Gouvernement peut établir des amendes administratives contre les infractions aux dispositions du Titre II de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Titre II de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar est inséré un Chapitre III « Obligations pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 », lequel comprend un article 38bis, rédigé comme suit :

« Art. 38bis. A l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis ou à l'exception de personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, toute personne se couvre la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans la gare de bus, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram,

ou tout autre moyen de transport organisé par la Région wallonne. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Par dérogation à l'alinéa 2, le personnel roulant des sociétés de transport en commun peut ne pas se couvrir la bouche et le nez, pour autant que le personnel roulant soit bien isolé de la zone du véhicule accessible aux voyageurs. ».

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2008 relatif aux amendes administratives en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2014, est complété par le paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Est constitutive d'une infraction de la catégorie III l'infraction à l'article 38bis de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, métro, autobus et autocar. »

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2014, est complété par le paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Sont punis d'une amende administrative de 250 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie III, prévue à l'article 2, § 3. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/16434]

#### 10. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 65 zur Einführung der Pflicht zum Tragen der Maske in öffentlichen Personenverkehrsdiensten in der Wallonischen Region, um die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6 § 1 X Ziffer 8 und § 4 Ziffer 3;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, Kapitel IV, abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2012;

Aufgrund des Erlassgesetzes vom 30. Dezember 1946 über den gewerblichen Personenkraftverkehr mit Linien- und Reisebussen;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-Bahnen, Linien- und Reisebussen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2008 über die administrativen Geldbußen im Bereich der öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass am 27. November 2014;

Aufgrund des Berichts vom 23. November 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben für die Angelegenheiten, die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelt werden;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch das Bestehen eines hohen, von der COVID-19-Pandemie ausgehenden Gesundheitsrisikos für die belgische Bevölkerung und die Notwendigkeit begründet wird, Maßnahmen zu erwägen, die auf den sehr hoch bleibenden epidemiologischen Werten beruhen, und den Bediensteten, die gesetzlich dazu ermächtigt sind, zu ermöglichen, das Nicht-Tragen der Maske im Bushof, auf dem Bahnsteig oder an einer Haltestelle, im Bus, in der Unterpflasterbahn, der U-Bahn, der Stadtbahn oder in jeglichem anderen von der Wallonischen Region organisierten Verkehrsmittel festzustellen und zu ahnden;

Aufgrund des am 3. Dezember 2020 in Anwendung des Artikels 84 §1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.371/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der Gebietskörperschaften und den zuständigen Föderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich am 10., 12., 17. und 27. März 2020, am 15. und 24. April 2020, am 6., 13., 20. und 29. Mai 2020, am 3., 24. und 30. Juni 2020, am 10., 15., 23. und 2. Juli 2020, am 20. August 2020, sowie am 23. September 2020 versammelt hat;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der Gebietskörperschaften und den zuständigen Föderalbehörden im Rahmen der Ministeriellen Erlasse vom 18. und 28. Oktober und vom 1. November 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung der Stellungnahmen der Expertengruppe GEES und der Zelle CELEVAL;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass sich die epidemiologische Lage weiter verschlechtert;

In der Erwägung, dass ein unkontrolliertes Wachstum der Epidemie zu vermeiden ist;

In der Erwägung, dass das Coronavirus COVID-19 eine Infektionskrankheit ist, die generell die Lungen und Atemwege angreift;

In der Erwägung, dass das Coronavirus COVID-19 scheinbar von einer Person auf eine andere durch die Luft übertragen wird; dass die Übertragung der Krankheit durch alle möglichen Arten der Emissionen durch Mund und Nase zu erfolgen scheint;

In der Erwägung, dass laut Artikel 36bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region die Regierung Ordnungsstrafen für Verstöße gegen die Bestimmungen des Titels II des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-Bahnen, Linien- und Reisebussen festlegen kann;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Titel II des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-Bahnen, Linien- und Reisebussen wird ein Kapitel III "Pflichten mit dem Ziel, die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen" eingefügt, das einen Artikel 38bis mit folgendem Wortlaut umfasst:

"Art. 38bis - Mit Ausnahme der Kinder, die das 12. Lebensjahr noch nicht vollendet haben, oder der Personen, die aufgrund einer durch ärztliches Attest bescheinigten Behinderung eine Maske, eine Alternative aus Stoff oder ein Visier nicht tragen können, hat jede Person Mund und Nase mit einer Maske oder einer Alternative aus Stoff beim Betreten eines Bushofs, eines Bahnsteigs oder einer Bushalte oder beim Einsteigen in den Bus, die Unterpflasterbahn, die U-Bahn, die Straßenbahn oder jegliches von der Wallonischen Regierung organisiertes Verkehrsmittel abzudecken. Ist aus medizinischen Gründen das Tragen einer Maske oder einer Alternative aus Stoff nicht möglich, so darf ein Visier benutzt werden.

In Abweichung von Absatz 2 ist es dem Fahrpersonal der öffentlichen Verkehrsbetriebe erlaubt, Mund und Nase nicht abzudecken, sofern das Fahrpersonal vom Bereich des Fahrzeugs, der den Reisenden zugänglich ist, gut abgetrennt ist."

**Art. 2** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2008 über die administrativen Geldbußen im Bereich der öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2014, wird um den § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Der Verstoß gegen Artikel 38bis des Königlichen Erlasses vom 15. Dezember 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, U-Bahnen, Linien- und Reisebussen stellt einen Verstoß der Kategorie III dar."

**Art. 3** - Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2014, wird um den § 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Diejenigen, die einen in Artikel 2 § 3 vorgesehenen Verstoß der Kategorie III begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 250 EUR bestraft."

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 5** - Der Minister für Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16434]

**10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 65 houdende verplichting tot het dragen van het mondkapje in de diensten van het openbaar personenvervoer in het Waals Gewest ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6, § 1, X, 8°, en § 4, 3°;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, Hoofdstuk IV, gewijzigd bij het decreet van 1 maart 2012;

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, artikel 1, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2008 betreffende de administratieve geldboetes in de openbaarvervoerdiensten in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 27 november 2014;

Gelet op het rapport van 23 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het bestaan van een hoog gezondheidsrisico voor de Belgische bevolking, wegens de COVID-19-pandemie, door de noodzaak om maatregelen te overwegen die berusten op de epidemiologische vaststellingen dat de cijfers zeer hoog blijven en om de wettelijk gemachtigde personeelsleden in staat te stellen het niet-dragen van het mondkmasker, in het busstation, op het wachtperoon of op een halte, in de bus, de (pre)metro, de tram of ieder ander door het Waals Gewest georganiseerd vervoersmiddel, vast te stellen en te bestraffen;

Gelet op advies 68.371/4 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overlegvergaderingen van de regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale overheid, binnen de Nationale Veiligheidsraad, die bijeengekomen is op 10, 12, 17 en 27 maart 2020, 15 en 24 april 2020, 6, 13, 20 en 29 mei 2020, 3, 24 en 30 juni 2020, 10, 15, 23 en 27 juli 2020, 20 augustus 2020 en 23 september 2020;

Gelet op de overlegvergaderingen van de regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale overheid in het kader van de ministeriële besluiten van 18, 28 oktober en 1 november 2020 houdende spoedeisende maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19;

Gelet op de adviezen van GEES en CELEVAL;

Gelet op de verklaring van WHO over de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzondere het sterke besmettelijk karakter ervan en het sterfterisico;

Gelet op de labeling van het coronavirus COVID-19 door WHO als pandemie, op 11 maart 2020;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico wegens het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking;

Overwegende dat de epidemiologische toestand verder blijft verergeren;

Overwegende dat een ongecontroleerde toename van de epidemie voorkomen moet worden;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een besmettelijke ziekte is die, over het algemeen, longen en luchtwegen aantast;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 van het ene op het andere individu overgedragen wordt via de lucht; dat de ziekte overgedragen blijkt te worden via alle mogelijke uitstoot via mond en neus;

Overwegende dat de Regering, luidens artikel 36bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, administratieve boetes kan opleggen in geval van overtreding van de bepalingen van Titel II van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In Titel II van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar wordt een hoofdstuk III ingevoegd, "Verplichtingen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken", bevattende een artikel 38bis, luidend als volgt:

"Art. 38bis. Met uitzondering van de kinderen tot en met twaalf jaar en met uitzonderingen van de personen voor wie het onmogelijk is een mondkmasker, een stoffen alternatief of een gezichtsscherm te dragen wegens een handicaptoestand die door een medisch attest wordt aangetoond, bedekt iedere persoon mond en neus met een mondkmasker of ieder ander stoffen alternatief zodra deze persoon het busstation, het wachtperoon of een halte betreedt of de bus, de (pre)metro, de tram of ieder ander door het Waals Gewest georganiseerd vervoersmiddel opstapt. Wanneer het dragen van een mondkmasker of een stoffen alternatief wegens medische redenen onmogelijk is, kan een gezichtsscherm worden gebruikt.

In afwijking van lid 2 mag het rijdend personeel van de openbaarvervoersmaatschappijen mond- en neusbedekking weglaten op voorwaarde dat genoemd personeel op degelijke wijze afgezonderd is van het reizigersgedeelte van het voertuig."

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2008 betreffende de administratieve geldboetes in de openbaarvervoerdiensten in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2014, wordt aangevuld met paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De overtreding van artikel 38bis van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar, staat gelijk met een overtreding van categorie III."

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. Een overtreding van categorie III, zoals bedoeld in artikel 2, § 3, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 250 EUR."

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY